

Micro-Mega SA

12 rue du Tunnel
25000 BESANCON
FRANCE

Date:

Besançon, December 21, 2022

Objet : Communication sur le Progrès 2022

Renouvellement signé du dirigeant envers le Global Compact et ses principes

Micro-Mega SA est une entreprise qui met au cœur de son activité la satisfaction de toutes ses parties prenantes, le bien-être de ses employés, la qualité de ses dispositifs et son impact territorial. Ainsi, il est apparu évident à Micro-Mega SA de s'engager pleinement dans une démarche de responsabilité sociétale qui est en adéquation avec ses valeurs. Ainsi en 2021, Micro-Mega SA a obtenu une médaille d'argent par Ecovadis, un score A à son bilan d'impact territorial in France et s'est inscrit auprès du Global Compact des Nations Unies.

Micro-Mega SA est fière de pouvoir vous présenter à travers cette Communication sur le Progrès (COP) les actions qui ont été engagées ou qui se sont finies sur 2022 s'inscrivant dans la démarche du Global Compact des Nations Unies.

Pour l'année 2023, Micro-Mega SA souhaite renouveler son engagement auprès des dix principes du Global Compact des Nations Unies concernant le respect des droits de l'Homme, des normes internationales du travail, la protection de l'environnement et la lutte contre la corruption.

Par cette lettre, nous exprimons à nouveau notre volonté de déployer ces principes dans la stratégie de notre entreprise à travers notre politique RSE, sa culture, ses opérations quotidiennes, et de les faire progresser dans notre zone d'influence.

Description des actions pratiques que l'entreprise a prises ou planifiées

Actions prises et en cours :

Micro-Mega SA vous présente ici l'ensemble des actions qui ont pu être réalisées sur 2022 en accord avec les dix principes du Global Compact des Nations Unies.

Droits Humains :

- Principe 1 et 2 : Les entreprises sont invitées à promouvoir et à respecter la protection des droits de l'homme reconnus sur le plan international, et s'assurer qu'ils ne sont pas complices de violations des droits de l'homme
 - Travail sur la rédaction d'une politique d'achat éthique et responsable

Environnement :

- Principe 7 : Les entreprises devraient soutenir une approche de précaution face aux défis environnementaux
 - Audit énergétique en accord avec les spécifications ADEME et mené par PLANAIR en 2022
 - Création de la première fiche du réseau RT2E avec l'ADEME et la région Bourgogne Franche-Comté (fiche de l'entreprise Micro-Mega SA)
 - Lancement d'un projet pour inclure le recyclage de nos déchets produits
 - Favoriser le télétravail (27 % des salariés de Micro-Mega SA ont télétravaillé dans l'année 2022 avec en moyenne 20 jours de télétravail par personne sur l'année)
 - Projet CARSAT pour la diminution des produits chimiques (Programme RC Pros)
 - Privilégier les partenaires locaux (distance moyenne de Micro-Mega SA avec les sites de production des fournisseurs : 173 km)
 - Installation d'un système de comptage de l'énergie
- Principe 8 : entreprendre des initiatives visant à promouvoir une plus grande responsabilité environnementale
 - Sensibilisation des employés aux recyclages des déchets (réorganisation des poubelles de recyclage sur l'ensemble de l'entreprise et communication interne)

Travail :

- Principe 6 : l'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession
 - Index d'égalité des genres (Ecovadis : 92/100 en 2022)
 - Valorisation de l'alternance (9 alternants en 2022)
 - Favorisation de l'évolution des salariés au sein de l'entreprise (3 évolutions du personnel sur des postes à plus haute responsabilité sur 2022)

Anti-corruption :

- Principe 10 : Les entreprises doivent lutter contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion et les pots-de-vin
 - Rappel sur les réglementations liées aux "convention intervenant" ayant pour objectif de lutter contre tout abus concernant les avantages/offres octroyés aux praticiens dans le domaine médical

Action pour 2023 :

Micro-Mega SA présente ici les actions que nous souhaitons entreprendre en 2023 afin d'approfondir notre démarche RSE en accord avec les principes du Global Compact des Nations Unies.

Droits Humains :

- Principe 1 et 2 : Les entreprises sont invitées à promouvoir et à respecter la protection des droits de l'homme reconnus sur le plan international, et s'assurer qu'ils ne sont pas complices de violations des droits de l'homme
 - Etablir et mettre en place une politique d'achat éthique et responsable

Travail :

- Principe 3 : Les entreprises sont invitées à respecter la liberté d'association et à reconnaître effectivement le droit de négociation collective
 - Mise en place de la nouvelle organisation du travail choisie en collaboration avec les salariés, avec un vote favorable à 83 % (évaluation de la satisfaction avec un taux de participation de 90 %)
 - Réduction du temps de travail en production à 32H par semaine sans changement de la rémunération
 - Election d'un comité social et économique (réélection en 2023)
- Principe 4 et 5 : l'élimination de toutes les formes de travail forcé et obligatoire ; l'abolition effective du travail des enfants
 - Etablir et mettre en place une politique d'achat éthique et responsable
- Principe 6 : l'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession
 - Personnalisation de l'accord d'intéressement par l'introduction de critères individualisés
 - Doublement de l'enveloppe dédiée à l'intéressement

Environnement :

- Principe 7 : Les entreprises devraient soutenir une approche de précaution face aux défis environnementaux

- Récupération de la chaleur des compresseurs pour fournir de l'énergie à la chaudière (installation d'un échangeur, réduction de 20 % de la consommation de gaz)
 - Mise en place d'un compresseur à vitesse variable (réduction de la consommation d'énergie de 25 % sur le compresseur)
- Principe 8 : entreprendre des initiatives visant à promouvoir une plus grande responsabilité environnementale
- Installation de deux nouvelles stations de recharge pour les voitures électriques

Anti-corruption :

- Principe 10 : Les entreprises doivent lutter contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion et les pots-de-vin
- Réalisation d'une instruction sur les réglementations liées aux "convention intervenant"

Stéphane CLAUDE
Directeur Général Délégué Micro-Mega SA



César LAURENCE
Directeur Administratif et Financier Micro-Mega SA

